



# PDAZAM

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA  
PRODUCTIVITÉ ET DE LA DIVERSIFICATION  
AGRICOLE DANS LES ZONES ARIDES ET  
SEMI-ARIDES DU MALI

Bulletin d'information du PDAZAM / N° 001 Janvier - Février - Mars



## L'UNITÉ D'ANALYSE DES POLITIQUES AGRICOLES (UAPA):

Un véritable dispositif d'élaboration et de suivi  
des politiques agricoles

### **PDAZAM :**

Environ 120 femmes par site soit 360 femmes  
bénéficiaires directes du projet d'urgence de Macina

### **FOCUS :**

Programme de filets sociaux jigisemejiri  
un partenaire incontournable du PDAZAM

# SOMMAIRE

## EDITORIAL

### À LA UNE ..... P 03-05

L'UNITE D'ANALYSE DES POLITIQUES AGRICOLES (UAPA) :  
UN VERITABLE DISPOSITIF D'ELABORATION ET DE SUIVI DES  
POLITIQUES AGRICOLES

### LA GRANDE INTERVIEW .....P 06-07

BALLA KEÏTA, DIRECTEUR DE LA CPS/SDR

### PDAZAM ACTUALITES ..... P 08-16

LE PDAZAM POUR UNE AGRICULTURE  
DIVERSIFIÉE, RÉSILIENTE ET COMPÉTITIVE

PDAZAM : UNE VISION STRATÉGIQUE POUR UN DÉVELOPPE  
MENT RURAL ET AGRICOLE DU MALI

LES COMITES REGIONAUX DE COORDINATION DU PDAZAM  
(CRC ) : UN PRECIEUX OUTIL DE SUIVI ET D'APPUI CONSEIL  
AU SERVICE DES COLLECTIVITES

PDAZAM : ENVIRON 120 FEMMES PAR SITE SOIT 360 FEMMES  
BENEFICIAIRES DIRECTES DU PROJET D'URGENCE  
DE MACINA

LE PDAZAM REMET 19 MOTOS AUX SERVICES TECHNIQUES DE  
L'AGRICULTURE ET DU GENIE RURAL DE SEGOU POUR LE SUIVI  
DES ACTIVITES

### FOCUS .....P 17-18

PROGRAMME DE FILETS SOCIAUX JIGISEMEJIRI UN PARTENAIRE  
INCONTOURNABLE DU PDAZAM

### DOSSIER SPECIAL ..... P 19-21

LE PDAZAM : UN INCUBATEUR D'INITIATIVES COMMUNAUTAIRES

### A PARAITRE PROCHAINEMENT... P 22

LANCEMENT DU PROGRAMME SUR LA RESILIENCE DU SYSTEME  
ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PRSA)

**COMITE  
DE REDACTION  
PDAZAM**

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
M. SADIO CISSE

DIRECTEUR TECHNIQUE DU PDAZAM

**REDACTRICE EN CHEF**

Mme Nana Salama HAIDARA

SPECIALISTE EN  
COMMUNICATION  
DU PDAZAM

# EDITORIAL

## AGRICULTURE AU MALI

### L'actualisation et la mise en œuvre des politiques agricoles sont nécessaires



Chers Lecteurs,

Au Mali, l'agriculture occupe au moins 70 % des activités économiques principales et 18 % des activités auxiliaires économiques. Aussi, le secteur agricole du Mali contribue en moyenne à 35 % à la formation du Produit intérieur brut (PIB) soit 40 % en termes de devise.

Aussi, en vue de l'accélération de la croissance agricole, de la réduction de la pauvreté et du renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'importants efforts ont été consentis par le Mali dans beaucoup de domaines. Les mesures prises par l'Etat Malien sont annoncées dans les documents actuels de référence en matière de politiques générale et sectorielles (SDDR, SNLP, Etude prospective Mali 2025, LOA, CSCRP, etc.).

Aujourd'hui, le problème se pose beaucoup plus en termes de productivité au-delà des contraintes naturelles. Autrement dit, la maîtrise parfaite de la combinaison des intrants pour une meilleure obtention des produits. Pour ce faire, l'impératif demeure la mise en œuvre de politiques agricoles après leur adoption. En la matière, de 2006 à nos jours, plusieurs lois et politiques agricoles ont été adoptées. Il s'agit, entre autres, de la Loi d'orientation agricole (Loa, 2006), la Politique de développement agricole (PDA 2013), le Plan national d'investissement agricole (PNISA 2015-2021), la Politique foncière agricole, la loi foncière ou encore la loi de programmation agricole et la politique nationale sur le changement climatique (agriculture climato-intelligente).

Il ressort de l'étude de capitalisation des politiques agricoles et de l'analyse des experts du secteur agricole que les contraintes liées à la mise en œuvre des politiques et stratégies du secteur agricole, ont trait à la caducité des données structurelles du secteur agricole, l'insuffisance des interventions de l'Etat et des partenaires techniques et financiers dans les zones arides et semi-arides, l'instabilité institutionnelle et la gouvernance des projets/programmes du secteur agricole.

#### Une agriculture climato-intelligente

Chers lecteurs, l'insuffisance et le vieillissement du personnel, le manque de motivation et de plan de carrière, l'insuffisance notoire de cohérence entre les politiques et stratégies sectorielles et sous sectorielles, ou encore le manque d'expertise dans le domaine de l'élaboration, de mise en œuvre et de suivi évaluation des politiques et stratégies sectorielles et sous-sectorielles, constituent des contraintes.

Parmi les obstacles liés à la mise en œuvre des politiques et stratégies du secteur agricole, il y a aussi l'inadaptation des missions des services aux besoins des acteurs du secteur Agricole, l'insuffisance de renforcement des capacités des acteurs, le manque d'harmonisation du dispositif de suivi évaluation et le manque de plan de communication du secteur agricole.

Aussi, le manque de programme spécifique de digitalisation de certaines fonctions du secteur agricole et l'insuffisance dans la mobilisation de financement du secteur agricole constituent un frein à la mise en œuvre des politiques et stratégies du secteur agricole.

Au regard de ces insuffisances constatées, il est indispensable d'aller à la profondeur des réformes en procédant d'une part à l'actualisation des politiques élaborées et d'autre part à travers leur mise œuvre.

Il convient alors de développer des stratégies de l'agriculture climato-intelligente et la mise en échelle de la gestion durable des terres pour accroître la productivité agricole.

Nous avons plaisir à vous livrer ce No.1 du « Bulletin d'information du PDAZAM » et vous souhaitons bonne lecture !

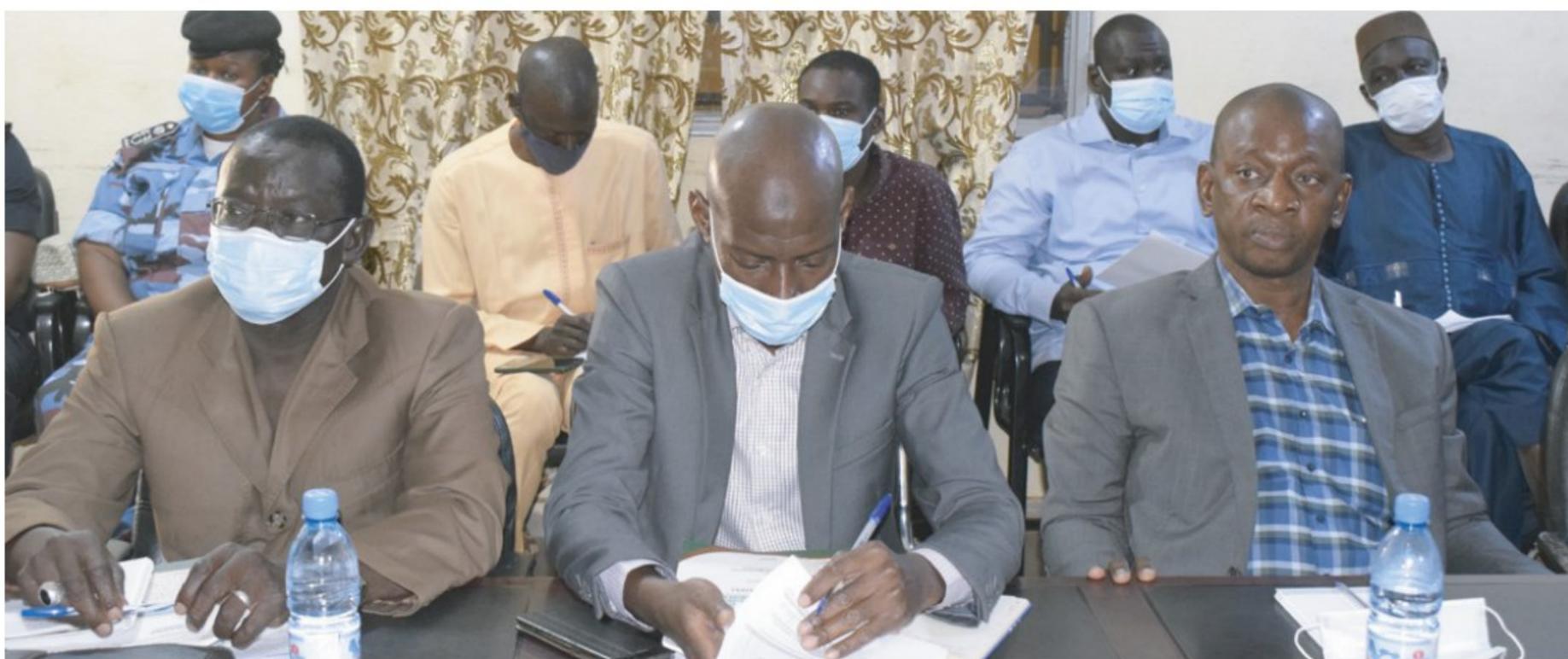
Altanata Ebalach YATTARA  
Coordinateur National Du PDAZAM

# A LA UNE



## L'UNITÉ D'ANALYSE DES POLITIQUES AGRICOLES (UAPA) : Un véritable dispositif d'élaboration et de suivi des politiques agricoles

Son mandat est de formuler des propositions de politiques basées sur l'analyse des données du secteur agricole et de fournir des données à toute autre institution engagée dans la recherche et l'analyse des politiques agricoles.



Le gouvernement du Mali s'est doté d'une Politique de développement agricole (PDA), adoptée en 2013, qui définit les grands axes stratégiques du développement du secteur du développement rural. Ces axes stratégiques de la PDA sont définis en programme de développement par le Programme national d'investissement dans le secteur agricole (PNISA). Aussi pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre des mesures prises, le gouvernement avait besoin d'un éclairage régulier et d'une assistance technique à la mise en œuvre des politiques agricoles.

C'est à ce titre que l'Unité d'analyse des politiques agricoles (UAPA) a été créée en 2021. Suivant la décision de sa création, l'Unité d'analyse des politiques agricoles est un cadre national de réflexion, de recherche, de dialogue, d'information et de conseil aux services techniques publics, privés, société civile, aux institutions nationales, régionales et internationales.

A cet effet, elle a pour missions de fournir des recommandations politiques opportunes adaptées au contexte des zones arides et semi-arides en réponse aux défis à court terme dans le secteur agricole, de mener des analyses approfondies afin de générer des options politiques pour relever les défis à moyen et long terme.

Outre le suivi de la mise en œuvre des politiques et les résultats obtenus, l'Unité est chargée d'évaluer leur impact et pertinence.

A l'analyse des experts agricoles, l'UAPA joue un rôle important dans l'implémentation des nouvelles réformes en rapport avec l'ensemble des acteurs du secteur agricole.

Cadre de réflexion, de recherche...

De façon spécifique, l'objectif de l'UAPA, est de mener des études et recherches destinées à éclairer les décideurs et les groupes socio-économiques maliens, sous régionaux et internationaux, en vue de renforcer les capacités nationales d'analyse des politiques agricoles, notamment, les analyses sur les incitations des acteurs des filières, les pénalités des acteurs dans les filières agricoles, en passant par le financement public de l'agriculture, le niveau

# A LA UNE



de productivité et le niveau de diversification agricole.

L'objectif de l'UAPA est aussi d'offrir aux agents économiques un cadre de réflexion et d'animation scientifique favorisant le dialogue sur les grandes questions du développement rural d'intérêt pour le Mali, de la sous-région et au niveau international. S'y s'ajoute la formation continue des cadres des administrations dans le domaine de l'analyse des politiques agricoles. L'UAPA se veut également un cadre de réflexion, de recherche, d'information et de conseil au service des institutions nationales, internationales, des opérateurs économiques et autres organisations professionnelles.

NANA S. HAIDARA  
YACOUBA TIEMAN DIARRA



COVID-19

## CORONAVIRUS, POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES



**Se laver  
très régulièrement  
les mains**



**Tousser  
ou éternuer  
dans son coude**



**Utiliser un mouchoir  
à usage unique  
et le jeter**



**SI VOUS ÊTES MALADE  
Porter un masque  
chirurgical jetable**

## LA GRANDE INTERVIEW



### « LA MISE EN ŒUVRE DE L'UNITÉ D'ANALYSE DES POLITIQUES AGRICOLES S'IMPOSE ».

Dans l'entretien ci-dessous, Balla Keita, directeur de la Cellule d'appui à la planification du secteur du développement rural CPS/SDR, parle de l'importance de l'Unité d'analyse des politiques agricoles. A ses dires, sa mise en œuvre s'impose simplement. Entretien.



**BALLA KEÏTA, DIRECTEUR DE LA CPS/SDR**

#### -Quel peut être le rôle de l'Unité d'analyse des politiques agricoles ?

L'Unité d'analyse des politiques agricoles est là pour donner des orientations sur les sujets les plus pointus par rapport à la mise en œuvre des politiques sectorielles ou sous sectorielles.

La Cellule d'appui à la planification du secteur du développement rural (CPS/SDR) fait des analyses des politiques et élabore des statistiques au niveau sectoriel, surtout agricole. Aussi, elle est appelée à évaluer les politiques agricoles et les suivre comme d'antan.

#### -A-t-elle des missions spécifiques ?

L'Unité d'analyse des politiques agricoles (UAPA), créée en 2021 a pour missions de mener des études et recherches destinées à éclairer les décideurs et les groupes socio-économiques maliens, sous régionaux et internationaux en vue de renforcer les capacités nationales d'analyse des politiques agricoles. Les politiques agricoles doivent être fondées sur des analyses très solides. C'est pourquoi, on a été dans cette prospective où comme un accord, une composante a été créée pour l'analyse des politiques agricoles en son sein.

# LA GRANDE INTERVIEW



L'UAPA est créée pour aider le département de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche à asseoir une nouvelle vision quant aux prises de décision dans le secteur agricole. Cette Unité a pour mandat de formuler les propositions des politiques basées sur l'analyse des données et fournir des données à toute autre institution. L'Unité fournira aussi, comme nous l'avons mentionné dans le document cadre, des recommandations et des mesures de politiques agricoles.

La CPS/SDR dans sa mission dispose d'unité chargée de la collecte, de traitement et de l'analyse des données dont l'instrument de base est les enquêtes agricoles de conjoncture. Pour aller dans l'organisation de cette Unité et par la volonté de notre hiérarchie, un comité regroupant les directions centrales en charge des questions des politiques sous sectorielles a été mise en place. Il s'agit des sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, mais aussi la protection en ce qui concerne le suivi des bétails et la protection des végétaux.

## Comment doivent- être élaborées les politiques agricoles ?

Les politiques agricoles doivent être fondées sur des analyses très solides. Et l'Unité d'analyse des politiques agricoles est là pour donner les orientations les plus pointues par rapport à la mise en œuvre des politiques sectorielles ou sous sectorielles. L'Unité n'est pas passagère, elle est là pour éviter les disproportions de certaines directions qui peuvent aller faire des requêtes unilatérales comme demander des fonds de financement de leurs activités, alors que tout doit être inscrit dans l'Unité d'analyse approuvée par les membres du Comité.

## Peut-on parler d'avancées dans les réformes du secteur agricole ?

Beaucoup de gens ne sont pas dans les analyses approfondies telles que mentionnées au niveau d'un des points objectifs de la mise en œuvre de l'Unité. Pour ce faire, il est nécessaire que les stratégies de renforcement des capacités en termes d'analyses sur certains nombres d'aspects soient développées.

Toute chose qui permettra non seulement au secteur d'être autonome dans les analyses, mais au niveau du sous-secteur que le cadre puisse aider valablement à son niveau de développement, et d'orientation des questions stratégiques qui sont posées fondamentalement. Le besoin qui se pose, c'est le financement de l'élaboration de ces stratégies. L'autre pan qui sévit, qui est à peu près la moitié des interventions au niveau du secteur agricole, c'est d'aller véritablement au financement des textes en souffrance pour que la loi puisse être complète. Une fois qu'on est dans cette posture, nous allons dire que le PDAZAM a fait de grands pas pour aller au fond dans les réformes dans du secteur.

Propos recueillis par  
Nana S. Haidara





## LE PDAZAM POUR UNE AGRICULTURE DIVERSIFIÉE, RÉSILIENTE ET COMPÉTITIVE

Le Projet de développement de la productivité et de la diversification agricole dans les zones arides et semi-arides du Mali (PDAZAM) a organisé du 14 au 15 octobre 2021 à Koulikoro, un atelier national de validation de l'étude de capitalisation des expériences en matière de politique agricole au Mali. Les travaux ont regroupé l'ensemble des acteurs du secteur du développement rural de notre pays.

Ainsi, l'objectif global de cette étude était de fournir aux décideurs des informations pertinentes permettant la mise en place d'une Unité d'analyse des politiques agricoles au sein du département du Développement rural. A cet égard, la création d'une Unité obéit nécessairement à la mise en place d'un cadre d'identification, de préparation et de mise en œuvre en vue de renforcer les



### CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DE L'ATELIER NATIONAL DE VALIDATION DE L'ÉTUDE DE CAPITALISATION DES EXPÉRIENCES EN MATIÈRE DE POLITIQUE AGRICOLE AU MALI.

L'objectif était de partager les résultats de l'étude de capitalisation des expériences en politiques agricoles dans le cadre de la mise en place de l'Unité d'appui et d'analyse des politiques agricoles.

Pendant deux jours, les participants ont examiné les résultats de l'étude assignée au consultant. Il s'agit de faire l'état des lieux des différentes politiques agricoles de 1994 à nos jours, évaluer la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'efficience, des différentes politiques agricoles qui ont été mises en œuvre, tirer les leçons et les bonnes pratiques issues de la mise en œuvre de ces politiques agricoles pour ensuite proposer un mécanisme de suivi-évaluation des politiques agricoles au Mali et enfin élaborer des outils de plaidoyer.

Selon les participants à cette rencontre, elle a été un cadre privilégié d'échanges et de réflexion sur les défis et enjeux des politiques stratégiques qui sont le socle de développement durable de notre agriculture.

compétences techniques internes du département du développement rural.

### Une bonne politique agricole

Le Ministre Keïta a rappelé aux participants que l'agriculture de notre pays est gouvernée par plusieurs politiques et stratégies au niveau international, régional, sous régional et national. À ce titre, il a expliqué que l'étude de capitalisation des expériences en matière de politique agricole dans notre pays a révélé qu'il existait un problème de cohérence entre l'ensemble de ces politiques. « Lorsque les politiques agricoles ne vont pas dans le même sens, elles s'éloigneront de leurs objectifs. Et cela constitue, l'un des facteurs qui pousse notre agriculture à ne pas atteindre l'objectif qui lui est assigné à savoir, l'atteinte de la souveraineté alimentaire et nutritionnelle » a souligné le Ministre Modibo Keïta.

**Nana S. HAIDARA**  
Spécialiste en Communication du PDAZAM

# PDAZAM ACTUALITES



## Créer de la valeur ajoutée

Aux dires du ministre, nos chefs d'Etat ont toujours demandé de supprimer les barrières entre nous-mêmes pour que l'on puisse échanger.



« Aujourd'hui, nous avons notre tissu industriel structuré par des unités de transformation des matières premières importées. Une telle situation ne pourrait transformer notre pays qu'en un marché. Aujourd'hui, ce travail doit établir un lien entre l'agriculture et l'industrie. Quand nous aurons des produits de qualité en grande quantité, notre transformation permettra de créer de la valeur ajoutée au niveau national. Cela permettra également à notre pays d'être plus actif dans les chaînes de valeurs africaines, car c'est dans cela que notre avenir va se jouer », a déclaré le ministre du Développement rural, tout en insistant sur l'importance de cet atelier qui permettra de soumettre des propositions au gouvernement pour que le Mali puisse tirer meilleure partie de sa participation dans les différents forums.

**Nana S. HAIDARA**  
Spécialiste en Communication du PDAZAM



## PDAZAM : UNE VISION STRATÉGIQUE POUR UN DÉVELOPPEMENT RURAL ET AGRICOLE DU MALI

Le Projet de développement de la productivité et de la diversification agricole dans les zones arides du Mali ((PDAZAM) a tenu sa 3eme session ordinaire de son comité de pilotage à Fana.

La cérémonie d'ouverture des travaux de cette 3ème session ordinaire était présidée par le conseiller technique du ministère du Développement rural, Paul Coulibaly. Etaient également présents à cette cérémonie, le coordinateur national du PDAZAM, Altanata Ebalach Yattara, le coordinateur du Programme de filets sociaux Jigisemeyiri Mahmoud Ali Sako et les membres du Comité national de pilotage du Projet.

Les points inscrits à l'ordre du jour étaient : l'adoption du programme de la 3ème session du Comité de pilotage, l'adoption du procès-verbal de la 2ème session du Comité de pilotage, l'examen et l'adoption de l'état d'exécution des recommandations de la 2ème session du Comité de pilotage, l'examen et l'adoption du rapport d'avancement 2021 et l'examen et l'adoption du plan de travail du budget annuel 2022 du PDAZAM.



**CÉRÉMONIE D'OUVERTURE 3ÈME SESSION ORDINAIRE COMITÉ NATIONAL DE PILOTAGE À FANA**

Le projet enregistre au titre du PTBA 2021 en dépit de la pandémie de COVID 19 et de la suspension des décaissements par la Banque mondiale suite aux événements socio politiques de mai 2021 :

**Des avancées notables en dépit des difficultés :**

- La réalisation des premiers Transferts Monétaires Directs (TMD) ;
- Le financement de 150 micro-projets de la première génération ;
- L'élaboration de 180 conventions de financement relatives à la deuxième génération de micro-projets ;
- La réception provisoire des travaux d'aménagement de trois périmètres maraichers dans le cercle de Macina dans le cadre du programme d'urgence des régions du centre et du nord ;

# PDAZAM ACTUALITES



- La réalisation des études techniques des infrastructures de production ;
- Le lancement des DAO relatifs au recrutement d'entreprises pour la réalisation des infrastructures de production et de commercialisation dans les régions de Kayes, Koulikoro et Ségou ;
- Le lancement des Demandes de proposition pour le recrutement de bureaux dans le cadre des études techniques des infrastructures de production et de commercialisation de Mopti ;
- L'élaboration de deux notes de politiques pour orienter le secteur ;
- La validation du manuel de gestions administratives, financières et comptables .

## Ces acquis seront renforcés par le PTBA 2022 qui prévoit entre autres réalisations :

- Le paiement de 4 transferts trimestriels et des indemnités des CC et CV dans le cadre des TMD aux : 2 897 ménages bénéficiaires dans la région de Koulikoro ; 2 630 ménages bénéficiaires dans la région de Kayes ; 1 080 ménages bénéficiaires dans la région de Ségou et à 1 120 ménages bénéficiaires dans la région de Mopti;
- Le paiement la subvention AGR (250.000 FCFA) aux 5 026 ménages bénéficiaires du PDAZAM;
- Le lancement du DAPP pour 210 microprojets dans les filières Karité manioc, fonio, sésame, niébé, Oseille et échalote/oignon d'hivernage;
- La mobilisation des ressources financières pour les 180 micro-projets de la 2eme génération et 210 micro-projets de la 3ème génération;
- Les travaux d'aménagement de 53 sous-projets d'infrastructures de production (mares, bas-fonds et PPM) : dans les régions de Kayes, Koulikoro et Ségou.

Les administrateurs ont approuvé tous les documents soumis à son approbation sous réserve de la prise en charge des observations . Le président de séance a dans ses propos de clôture exhorté les administrateurs et l'équipe du PDAZAM à plus de persévérance pour atteindre les objectifs fixés au projet .



## Les principales recommandations formulées par les administrateurs sont les suivantes :

- Le Comité de Pilotage encourage le projet PDAZAM à élaborer une convention de partenariat avec la Direction Nationale de l'Hydraulique et la mise en place d'un comité entre le PDAZAM et JIGUISEME JIRI et qui vont travailler sur le protocole d'accord entre le Ministère des Finance et Ministère du Développement Social.

Nana S. HAIDARA  
Spécialiste en Communication du PDAZAM



## LES COMITES REGIONAUX DE COORDINATION DU PDAZAM (CRC):

### Un précieux outil de suivi et d'appui conseil au service des collectivités

Le montage Institutionnel et les modalités de mise en Œuvre du PDAZAM prévoient comme organes de coordination du projet le comité de pilotage du projet et des comités régionaux de coordination. Au niveau national, un comité de pilotage multisectoriel (COP) du projet est mis en place en tant qu'organe d'orientation de haut niveau. Il supervise le projet, approuve les plans de travail et budgets annuels (PTBA) ainsi que ses rapports d'étape, et veille à ce que les objectifs du projet soient atteints. Il est présidé par le ministre en charge de l'Agriculture ou son représentant. Des comités régionaux de coordination sont établis depuis décembre 2021 pour les quatre régions couvrant les zones du projet qui comprennent les communautés territoriales et les représentants des services déconcentrés sous l'égide des Gouverneurs des régions. Ces comités servent d'organes directeurs et supervisent la mise en œuvre du projet au niveau régional.

#### Les activités seront intensifiées

**Le Plan de travail et du budget annuel (PTBA 2022) du PDAZAM se caractérise par une intensification de plusieurs actions dans les quatres régions d'intervention.**

Le Projet de développement de la productivité et de la diversification agricole dans les zones arides du Mali (PDAZAM) a organisé en décembre 2021 les premières sessions des Comités régionaux de coordination. Dans chacune des régions, l'ouverture des travaux a été présidée par les conseillers aux affaires économiques, qui représentaient les gouverneurs de ces régions. Les cérémonies d'ouverture des travaux se sont faites en présence des représentants des services techniques régionaux et le personnel du PDAZAM.

L'objectif de ces ateliers était d'informer et d'échanger sur les activités du PDAZAM dans ses régions d'intervention. Suite aux interventions des directeurs régionaux de l'Agriculture et de celles des conseillers des gouverneurs, qui ont tous rappelé les progrès réalisés par le PDAZAM au cours de l'année 2021 en dépit des difficultés rencontrées, il a été procédé dans chacune des régions d'intervention à deux exposés : le rapport d'avancement des activités du PTBA 2021 et le projet de PTBA 2022.

#### Promouvoir le développement local à travers la réalisation d'infrastructures socioéconomiques

Les exposés faits par les membres des équipes de coordination des régions ont mis en évidence que l'année 2021 a été consacrée en partie à la réalisation des études notamment les études d'impact environnementales et sociales (EIES) et la préparation des dossiers des infrastructures.

En revanche, l'année 2022 sera consacrée à l'effectivité de la mise en œuvre des activités du projet sur l'ensemble de sa zone d'intervention. Ainsi le PTBA 2022 prévoit entre autres :

- Le paiement de 4 transferts trimestriels aux ménages bénéficiaires des Transferts Monétaires Directs (TMD) dont 2897 ménages pour Koulikoro, 2630 ménages pour Kayes, 1080 ménages pour Ségou et 1120 ménages pour Mopti;
- le paiement de la subvention AGR (250.000 FCFA) aux 5 026 ménages bénéficiaires du PDAZAM;
- la mobilisation des ressources financières pour les 180 micro-projets de la 2eme génération dans les six filières : karité, manioc, fonio, sésame, niébé;
- la signature et la mobilisation des ressources financières pour les 210 micro-projets de la 3eme génération dans **les sept filières : karité, manioc, fonio, sésame, niébé, oseille, et échalote/oignon d'hivernage;**
- les travaux d'aménagement de cinquante-trois (53) sous-projets d'infrastructures de production (mares, bas-fonds et PPM) dont 17 à Kayes, 23 à Koulikoro et 13 à Ségou;

# PDAZAM ACTUALITES



- le lancement des DAO, recrutement des entreprises chargées des travaux de (45) sous-projets d'infrastructures de production dans (4) cercles de la région de Mopti ;
- la restauration de 800 ha par les techniques de CES/DRS et récupération de 400 ha par les techniques de la RNA dans les régions de Kayes, Koulikoro et Ségou ;
- les travaux de construction de quatre-vingt-cinq (85) sous-projets d'infrastructures de commercialisation (magasins de stockage, banques céréalières, boutiques d'intrants agricoles et les marchés ruraux) dont : 22 à Kayes, 37 à Koulikoro et 13 à Ségou ;
- le lancement des DAO, recrutement des entreprises chargées des travaux de (58) sous-projets d'infrastructures de commercialisation dans (4) cercles de la région de Mopti .

**Yacouba Tieman DIARRA**  
Charge de Suivi-Evaluation du PDAZAM

# PDAZAM ACTUALITES



## PDAZAM : ENVIRON 120 FEMMES PAR SITE SOIT 360 FEMMES BENEFICIAIRES DIRECTES DU PROJET D'URGENCE DE MACINA

La vision du PDAZAM est de permettre aux ménages ruraux (femmes, jeunes et groupes défavorisés) résidant dans les zones arides du Mali de passer de l'agriculture de subsistance et de l'aide d'urgence au développement rural durable.

Dans la dynamique de renforcer les capacités de résilience et la stabilisation des populations dans les régions à fort stress sécuritaire, le gouvernement de la République du Mali a sollicité un apport financier auprès de la Banque Mondiale pour financer des projets d'urgence à effet immédiat. Suite à cette sollicitation exprimée, la Banque Mondiale au PDAZAM d'initier et financer des sous-projets à impacts immédiats dans le cercle de Macina.

Renforcer les capacités de résilience et de la stabilisation des régions à fort stress sécuritaire.

Le financement de ces sous-projets s'inscrit dans le programme d'urgence pour les régions du centre et nord du Mali à fort stress sécuritaire. Les sous-projets de Macina consistent à financer l'aménagement hydro-agricole des périmètres maraichers des villages de Guenda et Guena dans la commune rurale de Ké-macina, Goro dans la commune rurale de Sarro.



PPM DES FEMMES DE MACINA

### Abdramane Touré

Spécialiste en Infrastructures Rurales du PDAZAM

Selon **Abdramane TOURE**, spécialiste en infrastructures rurales du PDAZAM, la réalisation de ces périmètres maraichers s'inscrit dans le cadre d'un programme d'urgence initié par le gouvernement de la République du Mali et soutenu par la Banque mondiale, l'objectif est de financer des actions capables de renforcer les capacités de résilience et de la stabilisation des régions à fort stress sécuritaire dans les régions du centre et du nord avec comme cible les femmes et les villages.

Chaque sous-projet de périmètre maraicher est exploité par 120 femmes et jeunes environ » a expliqué le spécialiste, ajoutant que ce sont les villages de Guéna et Guenda dans la commune rurale de Macina, et Goro dans la commune rurale de Sarro/Saloba qui ont été retenus pour ce projet.

# PDAZAM ACTUALITES



## Sira TANGARA

Responsable des Femmes de Goro

Mme Sira TANGARA Responsable des Femmes de Goro :  
Ce projet arrive à point nommé. **« On ne pensait pas qu'on allait bénéficier de ces jardins maraichers. J'exhorte les populations de prendre soin de cet espace »** a témoigné la responsable des femmes de Goro, Mme Sira Tangara. Dans la foulée, les femmes maraichères des zones d'intervention du projet, ont fait savoir que, c'est une nouvelle page qui s'ouvre pour elles à travers ce projet de jardinage.



## Ousmane BALLO

Pour **Ousmane BALLO**, les bénéficiaires doivent prendre soin de ce jardin afin de permettre à d'autres de venir, **car un projet est une continuité. « Dans ce jardin on cultive beaucoup de choses, oignons, tomates, salades, gombo etc...Nous demandons aux femmes de bien entretenir ce jardin afin que les autres villages puissent de ce genre d'appui »** a indiqué Ousmane Ballo, qui a remercié la Banque mondiale et le PDAZAM.

Pour la bonne réussite du développement rural durable, les experts du PDAZAM ont expliqué aux bénéficiaires les méthodes appropriées, avec des démonstrations sur le terrain. Poursuivant, Abdramane Touré a souligné que, pour ces trois sous projets de périmètres maraichers, les bénéficiaires ont été sélectionnés sur la base de certains critères. Les bénéficiaires ont exprimé une demande et sont informés de leurs obligations, des avantages mais aussi risques et défis de l'irrigation. Outre la situation de future gestion du système et la production agricole, les heureux bénéficiaires seront impliqués pour garantir une appropriation suffisante.

Autres changements que le sous-projets pourrait apporter aux bénéficiaires, c'est la stabilisation, réduction de l'exode rurale des jeunes filles et bras valides ainsi que la pauvreté. Cela avec la création des activités petits commerces des produits issus des périmètres maraichers. Pour une bonne réussite de ce projet, M. Touré préconise l'implication de façon participative et effective de tous les acteurs de développement. Outre ceux du cercle de Macina, les agriculteurs Séoudé, une localité située à 9 km de Sandaré, une Commune dans la région Nioro, ont aussi bénéficié de l'appui constant du PDAZAM.

NANA S. HAIDARA

Spécialiste en Communication du PDAZAM



## LE PDAZAM REMET 19 MOTOS AUX SERVICES TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE ET DU GENIE RURAL POUR LE SUIVI DES ACTIVITES DU PROJET



La cérémonie de remise des 19 motos s'est déroulée à la direction régionale du Génie Rural en présence du gouverneur de la région de Ségou Alassane TRAORE, étaient également présents, le coordinateur de l'URC PDAZAM de Ségou, Chéry Traoré, directeur régional de l'Agriculture DRA de Ségou, Amadou SOGOBA et plusieurs autres personnalités.

Le coordinateur régional, Chéry TRAORE a précisé dans son intervention que les motos sont fournies par le PDAZAM pour le suivi des activités dans les cercles de Niono et Ségou.

Le directeur régional de l'Agriculture de Ségou, Amadou SOGOBA a quant à lui, salué ce geste du PDAZAM et a rassuré que les motos seront remises aux différents secteurs indiqués (Niono et Ségou).



**Cérémonie de remise des 19 motos en présence du gouverneur de la région de Ségou Alassane TRAORE**

# FOCUS



## PROGRAMME DE FILETS SOCIAUX

### Jigisemejiri un partenaire incontournable du PDAZAM



**Mahmoud Ali Sako**  
 Coordinateur du programme  
 de filets sociaux Jigisemejiri

*Afin d'atteindre ses objectifs dont l'un demeure l'autosuffisance alimentaire dans les zones arides du Mali à travers une agriculture durable, résiliente et respectueuse de l'environnement, le PDAZAM dispose d'un partenaire de premier plan qu'est le Programme de filets sociaux Jigisemejiri.*

#### Renforcer la résilience

Le Programme de filets sociaux Jigisemejiri, à travers ses transferts monétaires productifs (TMP) est une stratégie dans le cadre du Projet de développement de la productivité et de la diversification agricole dans les zones arides du Mali (PDAZAM). Il s'agit là des transferts monétaires visant un investissement dans le renforcement de la productivité du ménage. Le Programme de filets sociaux Jigisemèjiri vise 5.026 ménages, soit 250.000 Fcfa par ménage dans le cadre de ses interventions au profit des populations cibles du PDAZAM.

Les modalités de paiement se font en deux tranches et suivant le plan d'affaires. Au moins 65% des activités éligibles au financement au titre des transferts monétaires productifs concernent les femmes. Ce soutien financier sert à l'acquisition d'intrants, de kits de bétail ou de petits équipements pour soutenir la production agricole et la résilience du ménage. Les ménages ciblés par le programme doivent remplir, entre autres critères : être enregistré au RSU, être un ménage bénéficiaire TMD du PDAZAM. Au niveau des ménages, le projet concerne les agriculteurs qui peuvent avoir un impact en termes d'augmentation de la production alimentaire régionale.

Selon le Coordinateur du Programme de filets sociaux Jigisemejiri, dans le cadre du ciblage géographique, il a été retenu pour la Région de Ségou 702 ménages bénéficiaires des activités génératrices de revenus (AGR). Pour la Région de Mopti, il a été retenu 249 ménages dans le Cercle Bandiagara, 85 ménages bénéficiaires des AGR dans le Cercle Douentza. Le cercle de Tenenkou en compte 92 ménages et dans celui de Youwarou, on dénombre 198 ménages bénéficiaires des AGR

#### Promouvoir l'égalité hommes-femmes

« Il est destiné aussi, aux ménages pauvres et vulnérables qui sont généralement exclus des opportunités d'amélioration de la productivité et de la résilience et qui ne bénéficient pas suffisamment d'interventions locales pour stimuler la production agricole. L'objectif recherché dans cette démarche est de générer de revenus, promouvoir l'égalité hommes-femmes, et améliorer l'intégration socio-économique. C'est également pour renforcer les liens de solidarité et protéger les ressources naturelles » a expliqué le Coordinateur du programme de filets sociaux Jigisemejiri Mahmoud Ali Sako.

# FOCUS



## Bénéficiaire des transferts monétaires directs

Partenaire de premier plan du PDAZAM, dans le cadre de ce partenariat/collaboration, le Programme de filets sociaux Jigisèmèjiri est chargé de la mise en œuvre de la première composante du PDAZAM, « Appui à l'amélioration de la productivité agricole et de la résilience des populations bénéficiaires » en l'occurrence les deux premières sous-composantes. Il s'agit de l'extension du registre social et de l'identification des ménages bénéficiaires et des transferts monétaires et actifs productifs.



Nana S. HAIDARA  
Spécialiste en Communication du PDAZAM

# DOSSIER SPECIAL



## LE PDAZAM : Un incubateur d'initiatives communautaires



**Amadou BAGAYOKO**  
Spécialiste en Economie  
des Filières Agricoles du PDAZAM

L'agriculture familiale est au cœur de l'activité économique et alimentaire de nombreux villages en proie à une vulnérabilité extrême au Mali. Pour davantage améliorer leur résilience, le PDAZAM s'érige en un incubateur d'initiatives communautaires sous forme de Micro-projets d'alliances productifs (producteurs - entreprises privés).

La stratégie se focalise sur des filières porteuses à haute valeur ajoutée dans un modèle d'affaires fait à travers des Alliances entre des groupements (association, coopérative, etc.) motivés et un (ou des) acheteur (s) pour garantir les débouchés commerciaux. A travers le modèle d'affaires promu, le PDAZAM appuie les coopératives dans la facilitation de leurs relations d'affaires avec des entreprises de commercialisation de produits bruts et/ou de transformation des produits. La démarche utilisée par le PDAZAM vise à permettre aux populations des villages les plus pauvres (les plus vulnérables) de faire des demandes de micro-projets et de réunir les conditions pour réaliser ce projet, puis pour le gérer de manière à s'assurer de sa durabilité. La stratégie microprojets recherche le succès avec un nombre limité de groupement pour obtenir un impact quantitatif important en espérant l'effet d'entraînement par lequel l'action menée doit servir de modèle à d'autres producteurs, qui chercheront à s'appropriier les techniques proposées pour les dupliquer, dans un esprit d'émulation vers l'autopromotion des villages.

A l'initiation des microprojets, le PDAZAM finance (i) l'avis d'experts sur l'idée de microprojet à travers une étude technique et de marché (les conditions de la zone d'action: climat, ressources naturelles, accès aux biens de production, la capacité technique nécessaire existe ou peut être créée, les activités n'entraînent pas de problèmes sociaux ou culturels, les opportunités commerciales existent c'est-à-dire que les biens et/ou services sont produits de façon à satisfaire les besoins d'un ou des clients identifiés, la rentabilité financière prévisionnelle est satisfaisante) et l'ajustement du microprojet aux potentialités de sa zone de mise en œuvre, (ii) une contribution financière des bénéficiaires à la réalisation de tout microprojet (contribution modulée selon le type de microprojet) ; le recours aux opérateurs privés pour acheter les récoltes. L'assistance se poursuit par des conseils agricoles (techniques de production, suivi de la phase de production, suivi du dispositif de commercialisation), des actions de renforcement de capacités de gestion comptable/financière (introduction d'outils de gestion comme le Journal de banque qui retrace toutes les opérations bancaires, cahier de caisse qui enregistre les mouvements d'entrées ou de sorties d'espèces de la caisse, cahier de suivi de la production et des dettes de campagnes) de gestion de stocks (qui permettent de suivre la quantité produite et commercialisée), des outils de communication/ marketing), etc.

### 182 microprojets identifiés

Le PDAZAM a lancé en 2020, un dossier d'appel à microprojets dit de première génération. Cet exercice a permis de retenir 182 microprojets éligibles au mécanisme de cofinancement du PDAZAM et des coopératives dans six (6) filières de production/commercialisation (Karité, fonio, niébé, sésame, manioc, oseille de guinée). Sur ces 182 microprojets identifiés et dont les business plans ont été élaborés, 150 conventions furent signées. Les difficultés de mobilisation de la contrepartie de co-financement expliquent que certains groupements n'ont pas pu s'engager dans le processus de mobilisation de la subvention accordé par le PDAZAM. Après la preuve du versement des montants de la participation financière des groupements, le PDAZAM a versé de 80% de la subvention conformément aux clauses des conventions.

# DOSSIER SPECIAL



L'assistance du PDAZAM se poursuit par des conseils agricoles (techniques de production, suivi de la phase de production, suivi du dispositif de commercialisation), des actions de renforcement des capacités de gestion comptable/financière par exemple l'introduction d'outils de gestion comme le Journal de banque (fiche qui retrace toutes les opérations bancaires, cahier de caisse qui enregistre les mouvements d'entrées ou de sorties d'espèces de la caisse, cahier de suivi de la production et des dettes de campagnes ou de gestion de stocks qui permettent de suivre la quantité produite et commercialisée, des outils de communication/ marketing), etc.

## 150 conventions cofinancées sur 182

Le PDAZAM a lancé en 2020, un dossier d'appel à microprojets dit de première génération.

Cet exercice a permis de retenir 182 microprojets éligibles au mécanisme de cofinancement du PDAZAM et des coopératives dans six filières de production/commercialisation (Karité, fonio, niébé, sésame, manioc, oseille de Guinée).

Sur ces 182 microprojets identifiés et dont les business plans ont été élaborés, 150 conventions ont été cofinancées. Les difficultés de mobilisation de la contrepartie de co-financement expliquent que certains groupements n'ont pas pu s'engager dans le processus de mobilisation de la subvention accordée par le PDAZAM. Le PDAZAM a versé 80% de la subvention conformément aux clauses des conventions, après la preuve du versement des montants de la participation financière des groupements

**Le tableau suivant donne le récapitulatif des versements effectués :**

Filières	Financement de 80% de la subvention FCFA
Karité	29
Niébé	35
Oseille	3
Sésame	65
Manioc	6
Fonio	12
<b>Total</b>	<b>150</b>
<b>Total montant Fcfa</b>	<b>1.073.285.981</b>

Les impacts les plus conséquents des financements de microprojets sont à mettre au crédit des investissements matériels et infrastructurels, comme des bâtiments, les machines. Ce type a concerné les investissements de remplacement de l'ancien matériel avec du nouveau dans le dessein d'éviter des dépenses de maintenance et de soutenir le niveau de productivité, le processus et la traçabilité des produits (cas spécifique du karité par exemple). En plus des équipements/infrastructures, dans les autres filières, le cofinancement a participé à l'amélioration des capacités productives des terres à travers l'aménagement des sites (PPM), l'utilisation des semences de qualité et de la fumure organique et/ou minérale. Cette amélioration a induit une augmentation des revenus (des producteurs ainsi que ceux des vendeurs) et une amélioration des conditions alimentaires et nutritionnelles des Exploitations

# DOSSIER SPECIAL



Agricoles ; la production obtenue des filières porteuses a été soit vendue sur le marché afin d'approvisionner les ménages en stock alimentaire (mil, sorgho, riz, et autres produits alimentaires). L'initiative permet non seulement de créer des emplois temporaires en faveur des jeunes et des femmes par des activités de production et post-récoltes (opérations de tamisage/vannage du sésame, emballage).

Un des impacts établis a été la négociation "groupée" des conditions d'offre de produits aux divers acheteurs (l'obtention de meilleurs prix au producteur, conditions de livraison, emballages, etc.).

Sur la base de la stratégie de recouvrement du fonds de roulement des coopératives, l'argent accumulé a servi à financer les petits crédits aux membres à l'échéance variant de 1 à 5 mois. Ainsi, les fonds sont redistribués aux membres avec un taux d'intérêt de 5 à 10% pour conduire des Activités Génératrices de Revenus. Les principales activités développées selon les opportunités de la zone tournent autour de la facilitation de l'accès aux intrants maraîchers (semences et fertilisants), embouche (ovine, caprine, aviculture), la fabrication de savons, l'achat/ stockage et la vente de produits céréaliers, la commercialisation de produits maraîchers, etc. Cette activité de crédit remplit le calendrier des occupations saisonnières sur la base des activités génératrices de revenus, d'augmenter le niveau des capitaux et de la capacité d'investissement des coopératives (taux d'intérêts).

**Amadou BAGAYOKO**

*Spécialiste en Economie des Filières Agricoles du PDAZAM*



**Unité de production de beurre  
de karité de Bala (Kolokani)**



**Unité de production de beurre  
de karité de koumi (Kolokani)**



## A PARAÎTRE PROCHAINEMENT...

# PRSA-MALI : Accroître la productivité agricole grâce à des pratiques climato-intelligentes

Le Programme de résilience des systèmes alimentaires PRSA ou Food Systems Resilience Programme (FSRP selon son acronyme anglais) s'inscrit dans la vision stratégique d'accroître la préparation à l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires dans les pays participants au Programme.

Le PRSA dans sa première phase est doté d'un budget de 330 millions de dollars et réunit quatre pays à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo et trois organisations régionales notamment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF). Ces partenaires vont mettre en œuvre le programme qui permettra d'accroître la productivité agricole grâce des pratiques climato-intelligentes, de promouvoir les chaînes de valeur et le commerce intra-régional et de renforcer les capacités régionales de gestion des risques agricoles.

Le Programme FSRP a cinq (5) composantes

**Composante 1 :** le renforcement des services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires régionales ;

**Composante 2 :** la durabilité et la capacité d'adaptation de la base productive du système alimentaire ;

**Composante 3 :** l'intégration des marchés alimentaires régionaux et le commerce ;

**Composante 4 :** une composante d'intervention d'urgence (CERC) ;

**Composante 5 :** la gestion du programme.

Conformément au programme global du MPA, les interventions du Mali comprennent des activités destinées à répondre immédiatement à la crise d'insécurité alimentaire ainsi que des investissements à moyen et long terme.

### Les bénéficiaires des interventions fournies par le FSRP-Mali sont :

- Ménages vulnérables (agriculteurs, agro-pasteurs, pasteurs)
- Services techniques (recherche, vulgarisation, et autres)
- Organisations de femmes et de jeunes
- Secteur privé (entreprises de production, de stockage, de transformation et de commercialisation)
- Les ONG.

### Au terme de la mise en œuvre de ce programme, il sera attendu entre autres :

- 500 000 Producteurs adoptant des technologies et services agricoles intelligents sur le plan climatique ;
- 25% de réduction du nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées par le programme ;
- 650 000 bénéficiaires du programme dont 40% sont des femmes ;
- 12 000 ha de superficie des terres seront soumises à des pratiques de gestion durable du paysage .



**PDAZAM**  
PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA  
PRODUCTIVITÉ ET DE LA DIVERSIFICATION  
AGROLE DANS LES ZONES ARIDES ET  
SEMI-ARIDES DU MALI



**BANQUE MONDIALE**



# PDAZAM

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA  
PRODUCTIVITÉ ET DE LA DIVERSIFICATION  
AGRCOLE DANS LES ZONES ARIDES ET  
SEMI-ARIDES DU MALI

Projet de développement  
de la Productivité et de la diversification Agricole dans les  
Zones Arides et Semi-arides du Mali

## BULLETIN D'INFORMATION DU PDAZAM

---



pdazammali



@pdazam\_mali

Hamdallaye ACI 2000 Rue 284 - Porte 30 - Tél.: (+223) 20 22 26 96  
Site web: [www.pdazam.ml](http://www.pdazam.ml)